

« Primus inter pares » ou « Primus sine paribus » ?

Allocution aux élèves pour la *Nuit de la culture*, 18 avril 2012

Bruno Latour

Cher(e)s élèves, quand vous êtes venus me demander, il y a quelques semaines, de venir devant vous répondre à ces deux questions:

« Au fond est-ce que la culture de Sciences Po a changé ou peut changer ?

Sciences Po est-elle une université normale ? »

Je ne pouvais pas me douter que le mardi 3 avril allait fournir à ces deux questions la plus terrible des épreuves de vérité. Toute l'assurance avec laquelle j'aurais pu répondre encore le lundi 2 avril s'est évaporée dans la nuit du 3 au 4 en apprenant la mort de notre directeur. Il y aurait de l'indécence, vous l'admettez sans doute, à aborder ces questions sérieuses que vous avez choisis de poser, sans les charger ce soir, avec vous, de tout le poids de tragédie que leur donne la brutale disparition de Richard Descoings.

Elles nous concernent en effet tous, ces interrogations, vous les élèves, comme nous, les enseignants, les dirigeants et ceux qui administrent jour après jour cette maison.

En effet, dans les mains de celui qui avait décidé de la refondre et de la refonder, Sciences Po était devenu ce grand laboratoire où il menait avec nous une expérience en vraie grandeur sur les questions mêmes que vous demandez de traiter: la culture de Sciences Po peut-elle durablement changer? Qu'est-ce aujourd'hui qu'une institution d'enseignement supérieur qui mérite, pour les élèves, qu'on y vienne étudier et, pour les autres, qu'on y sacrifie tellement d'énergie et tellement de temps — parfois, comme Richard, tout son temps et toute son énergie? Cette expérience de laboratoire qu'il menait avec brio et pas mal de recettes subtiles qu'il dissimulait à tous les regards, ce véritable Docteur Faust l'a quittée brutalement en cours de route. C'est donc à nous qu'il convient d'en tirer les enseignements et d'en poursuivre le protocole.

Je ne suis évidemment pas le mieux placé pour cet exercice puisque je n'ai même pas fait Sciences Po ; que je ne rentre dans aucune

discipline de la maison et que rien dans mon parcours ne me préparait à venir sur ces bancs — comme beaucoup, je méprisais même quelque peu, oserais-je l’avouer ? l’aimable salon mondain que j’associais alors et sûrement à tort à la rue St Guillaume. Et en plus je ne suis là que depuis six ans sans la longueur de vue d’un Olivier Duhamel, votre orateur de l’an dernier. D’un autre côté, je suis assez typique des choix que pouvait faire Richard : il fallait en effet quelqu’un comme lui pour confier à un type comme moi la direction scientifique ! Et, plus étonnant encore, pour croire à ce que je disais ; pour me laisser entièrement libre de mettre en œuvre ce que je lui avais proposé en me protégeant, sans même me le dire, contre tous ceux qui lui en voulaient vraiment d’avoir fait là une folie de trop. Jusqu’il y à quinze jours à peine, je ne l’ai jamais entendu me dire autre chose que « allez y ! » — auquel il joignait parfois, mais sans m’en croire capable, un « soyez un peu plus diplomate », ou « peut-être un poil plus politique » ou encore, comme dans son dernier mail : « apprenez à faire la part du feu »... ! Il me faisait confiance parce que j’étais à ses yeux ce qu’il appelait un « faux universitaire » (vous auriez déjà là une réponse partielle à votre question si vous compreniez qu’il s’agissait dans sa bouche d’un compliment !).

Si je me permets de répondre à votre demande c’est donc uniquement parce que je suis venu à Sciences Po pour apprendre de lui, et lui offrir mes services lorsque, désespéré d’un pays où le mot « d’institution » était devenu synonyme de « coma profond » (j’étais alors à l’Ecole des mines), j’ai entendu parler de ses exploits avec les ZEP. « Ce qu’il a fait pour l’égalité des chances peut-il le faire pour la recherche française en science sociale ? », voilà ce que je me suis dit. C’est uniquement de ce trop court moment que je veux parler ce soir, de ce travail collectif tellement intense, entre la création des double licences, l’introduction des humanités scientifiques, la réorganisation de la gouvernance de la recherche, la fondation du médialab, l’introduction des arts dans le curriculum, la refondamentalisation des enseignements, jusqu’à cet « Institut des politiques de la Terre » au sein de l’IDEX. De tout le reste de cette œuvre, qui est immense, d’autres, mieux placés, tireront d’autres leçons.

Écartons d’abord la proposition désespérante que la tristesse de perdre Richard risque de nous suggérer trop vite : « Jamais on ne change durablement une institution, dira-t-on, même en cinq ans, même en seize ans, même en la bousculant de toutes les façons. » Les organisations auraient des pesanteurs si fortes que, dès que la pression de l’innovateur, du réformateur ne s’exerce plus, comme une toile de cirque maintenue longtemps par des piquets que l’on aurait soudain retirés, elle s’effondre et, retrouvant son point d’équilibre, nous étouffera dans ses plis. En posant la question, — « Au fond, la culture de Sciences Po a-t-elle/peut-elle changer ? » — je sens dans cet « au fond »

comme un doute, une forme d’inquiétude, une angoisse même. « Non, dira-t-on, une culture, par définition, ça ne se change pas. Le poids de l’histoire est trop fort. Sciences Po redeviendra cette école pour élite sans grand appétit intellectuel : aux humanités, aux sciences exactes comme aux sciences subtiles et souples, à la recherche, à l’innovation pédagogique et à l’exploration de nouvelles formes de politique, on préférera toujours le commentaire mondain, fut-il globalisé. Les plans en deux parties deux sous parties reviendront le seul idéal. On appréciera de nouveau davantage un passage à la télé qu’une publication difficile. Les *bullets* de *powerpoints* répétés chaque année vaincra la lente exploration quantitative ou qualitative de l’objectivité — c’est-à-dire la recherche des êtres, humains ou non humains, capables d’objecter à ce qu’on dit d’eux. Alors, comme par le passé, Sciences Po continuera à rester à côté de tous les mouvements qui ont depuis cinquante ans animés le Quartier Latin, fier de cet anti-intellectualisme soigneusement cultivé que brocardait déjà Bourdieu et Boltanski en 1973. Quant à la recherche, mais pourquoi en faire quand on sait déjà de science infuse ce qu’est le bien public et comment diriger les hommes ? Ainsi que le disait plaisamment Edgar Faure : « L’immobilisme est en marche, rien ne pourra l’arrêter » !

Il ne sert à rien de nous le cacher : il n’y a peut être encore rien de vraiment irréversible dans la refondation qu’a voulu Richard. Après tout, Emile Boutmy lui même, notre premier fondateur, a vu ses rêves rapidement dissipés quand il a dû se contenter, pour il est vrai de solides raisons financières, d’une école devenue machine à préparer les concours administratifs.

Mais si nous ne laissons pas le désespoir nous tenter, si nous prenons le mot culture comme ce qui peut et doit changer, si nous suivons l’exemple même de ces deux fondateurs et refondateurs, nous tombons alors sur le problème qui a obsédé Boutmy aussi bien que Descoings et qui fait l’objet de votre deuxième question : qu’est-ce qu’une université, une « université normale » demandez-vous, et comment Sciences Po se situe par rapport à ce vaste projet, toujours repris depuis le Moyen Age, d’une refondation de l’université. Car il en est de l’université comme de ces énigmes qu’on ne peut jamais éclaircir sans les poser à nouveau à quelqu’un d’autre.

On peut accuser Richard de bien des crimes, mais pas de vouloir une université « normale » ! Lors d’une de mes premières réunions en tant que directeur scientifique, alors qu’il s’agissait de savoir comment nous allons nous développer et que nous cherchions des « éléments de langage », j’ai naïvement demandé si le mot d’université s’appliquait à notre maison ? Un silence embarrassé a suivi que Richard a coupé d’un

bref «C’est la question à ne pas poser». Il avait raison car elle est insoluble.

Je m’explique : Sciences Po est profondément «anormale» au regard de l’université française — c’est ainsi que Boutmy l’a conçue et qu’elle fut refondée en 1945; mais nous voulions tous, je le veux encore, j’espère que vous le voulez également, qu’elle soit «anormale» aussi par rapport *a university* prononcée cette fois à l’anglaise. C’est là vraiment le cœur de votre question, telle que je la comprends et c’est aussi la contradiction profonde dans laquelle Richard nous engageait dès cette première réunion.

Pour des raisons de compétition internationale, il fallait que Sciences Po devienne une vraie université; qu’elle aie donc de vrais professeurs, évalués et choisis selon les critères internationaux; de véritables départements, avec un vrai pouvoir académique; de puissants moyens de recherche; une gamme très large de disciplines — sans quoi le mot «d’université» devient une coquille vide — et que les élèves (les étudiants, devrait-on dire), trouvent devant eux les chercheurs les plus en pointe qui produiraient eux-mêmes, de première main, les savoirs fondamentaux qui serviront à la génération suivante et pas des professionnels, aussi brillants qu’ils soient, partageant simplement leur expérience passée des anciennes recettes. Parfait, parfait, ce que nous visons c’est donc la LSE ou un grand segment d’une bonne *university* américaine ?

Seulement voilà, ce n’est pas non plus le modèle que nous voulions. J’ai assez enseigné sur les campus anglo-américains pour savoir quels mouvoirs ils peuvent représenter pour toute idée un peu originale; quelles mesquines batailles les disciplines peuvent mener jusqu’à épuisement des combattants; de quelle étroitesse d’esprit sont capables les « experts » et les « spécialistes »; je sais surtout — et là toute la méfiance de Richard rejoignait la mienne de « faux universitaire » —, à quel point ce que le sacrosaint « pouvoir académique » dissimule d’incompétence, d’absence d’évaluations, d’immobilisme et de simple conformisme mélangé à cette forme particulière d’arbitraire que pratiquent parfois les enseignants laissés jusque là sans responsabilités à qui l’on confie soudain des tâches où ils se croient libres de toute contrainte parce qu’une mission supérieure les autoriserait à vivre comme au dessus des lois. L’autonomie universitaire cache souvent le droit pour les universitaires de ne s’intéresser à rien d’autre qu’à eux. Là encore, ne nous faisons aucune illusion: sans un pouvoir fort et indépendant de celui des professeurs, pas une seule des innovations de notre directeur ne serait passée. Depuis la défaite de 1870, si durement ressentie par Boutmy jusqu’à l’immobilisme que Richard abhorrait, le diagnostic n’a jamais varié: Sciences Po ne doit pas devenir *a normal university* si cela veut dire confier tout le pouvoir aux seuls académiques

ou ne développer que leurs seuls projets. Quand je me plaignais de l’absence de tout pouvoir universitaire réel et organisé (nous y avons remédié depuis par plusieurs innovations), Richard insistait toujours sur l’originalité de notre maison, je devrais dire sa bizarrerie, qui donne un fort pouvoir à l’administration, un pouvoir d’entreprendre et d’innover unique, je crois bien, dans le monde.

Évidemment que nous sommes originaux! Comment rivaliser avec les autres universités quand nous n’avons que deux cents chercheurs permanents — la LSE en à plus de mille trois centss pour un même nombre d’étudiants — alors que nous bénéficions d’un corps administratif excellent de neuf cents personnes — trois fois plus nombreux que le corps académique— auquel viennent prêter renfort près de trois mille enseignants à temps partiels, les maîtres de conférence comme on les appelle ici, dont certains comptent d’ailleurs parmi les meilleurs enseignants venus d’autres universités et comptent de nombreux professionnels souvent excellents? Non, non, « anormal » n’est pas le mot, nous sommes une monstruosité, une merveille peut être, en tous cas une chimère au sens biologique du terme. Jamais, non jamais nous ne serons une université normale. A votre question, Richard aurait répondu comme je le fais ce soir par un « non! » résolu, et il aurait ajouté « et heureusement »! Ni l’université au sens français, ni *the university* au sens anglais ne nous conviennent.

C’est pourquoi j’ai plusieurs fois proposé, mais sans succès jusqu’ici, que nous ajoutions au lion et au renard de notre logo (ce lion et ce renard que nous devons à Machiavel) quelque devise frappante, en latin bien évidemment, et toute en lettres d’or, la seule phrase qui nous aurait enfin défini dans notre anormalité : *primus sine paribus*. *Primus* cela va de soi parce que nous sommes les meilleurs! mais *sine paribus* parce que nous n’avons vraiment aucune institution à laquelle nous comparer! * Il y aurait du paradoxe dans cette incomparable comparaison, mais avouez qu’une telle maxime nous irait comme un gant.

Vous comprendrez facilement qu’en nous donnant de tels buts, nous ne nous sommes pas facilités la tâche: nous voulons à la fois devenir une université de rang international en échappant définitivement au modèle de la grande école à la française. C’est pourquoi nous investissons dans la recherche un tiers de notre budget; pourquoi nous avons mis nos méthodes de recrutement et d’évaluation des professeurs permanents aux standards internationaux; pourquoi nous parlons tellement de refondamentaliser la recherche; pourquoi

* J’avais d’abord proposé en latin de cuisine « *Primus sine pares* ». Je remercie Jean-François Chanet de m’avoir signalé la faute que j’avais commise.

nous avons développé une politique scientifique ambitieuse ; pourquoi nous avons excellé dans la levée de fonds européen — pas moins de cinq des plus prestigieuses subventions dont vos professeurs peuvent bénéficier, les ERC— et pourquoi le grand emprunt nous a permis d’obtenir trois sources importantes d’argent — dont les noms en novlangue ressemblent à une assemblée de gaulois d’Astérix : labex, equipex, idex et même idifix (ce dernier sur les innovations pédagogiques)...

Mais alors, direz-vous nous y sommes ! Voilà ! La culture a bien durablement changé, nous sommes déjà cette université qui peut rivaliser dans le monde entier avec ses pairs ? Eh non ! parce que nous voulons aussi conserver cette formidable capacité de faire enseigner dans la maison les ministres, journalistes, avocats, hauts fonctionnaires, activistes et politiques qui nous permettent d’échapper au carcan universitaire ; de développer à toute vitesse des curricula entièrement originaux sans avoir à recruter des enseignants permanents ; d’inventer toutes sortes d’animation du débat public en profitant de cette formidable chance d’être une institution proche du pouvoir, proche des médias, proche du marché du travail, proche du cœur de la vie publique.

Oui, bien sûr, cela d’autres universités le font aussi, la LSE, Columbia, mais jamais avec cette incroyable rapidité de mouvement et cette étonnante perméabilité aux enjeux sociaux et médiatiques de court ou de long terme.

Juste une anecdote : en 2009, au cours d’un séjour à Harvard, je rencontre plusieurs collègues qui font partie d’un comité chargé d’introduire l’enseignement artistique aux étudiants de leur *bachelor* en le rendant obligatoire. Ils écrivent un gros rapport sous couverture rouge. Je me jette dessus. Je le rapporte rue St Guillaume. Cela tombe bien. Hervé Crès est en pleine réforme de la licence. Eh bien que s’est-il passé ? En deux ans, Sciences Po a créé ex nihilo pas moins de deux cents dix ateliers obligatoires de pratique artistique qui vont révolutionner la culture des élèves — dans tous les sens du mot « culture » — et le tout sans moyen supplémentaire. Loin derrière Harvard direz vous ? Ne croyez pas cela : mes collègues de Cambridge se désespèrent toujours de n’avoir à ce jour rien pu mettre en œuvre de leur plan. J’ai même dû leur promettre de rédiger un rapport sur ce que nous avons accompli, nous, à Sciences Po, qui pourrait pousser leur lourde administration à enfin mettre en œuvre leur propre réforme...

J’aurais bien d’autres anecdotes à vous livrer : nous avons décidé du médialab en deux mois, dès mon arrivée : aujourd’hui c’est quatorze personnes et plusieurs millions d’euros de contrats de recherche ; je crois me souvenir qu’il a suffi d’un déjeuner avec le président de Paris VI pour lancer la première des double licences, les fameux « Scubes » qui

sont les pionniers du lien entre les sciences naturelles et les sciences politiques.

Voilà sous vos yeux la contradiction maintenant clairement étalée: est-il possible de développer les plus fondamentales des recherches dans des disciplines usées par l’usage et la trop grande proximité avec le pouvoir et les médias, tout en demeurant proche, le plus proche possible, du pouvoir et des médias afin de modifier de fond en comble à la fois le débat public et le mode de production des disciplines nécessaires à la politique. Contradiction fondamentale, incarnée jusqu’à l’extrême, dans ce personnage, lui même totalement contradictoire, qu’était Richard Descoings, haut fonctionnaire proche du pouvoir, de la politique et des médias, et, en même temps, sur ces gardes contre ce que les médias, l’administration et la politique risquaient de faire à l’intelligence et à l’innovation qu’il s’était donné mission de protéger.

Vous comprenez pourquoi c’est en tremblant que je dois répondre à votre question: «Au fond la culture de Sciences Po peut-elle changer?» La réponse est «oui, elle a changé», mais comme ce mouvement est fragile! Comme ces chances de réussite sont encore faibles! Nous ne sommes qu’au début d’une trajectoire qui peut exploser en vol à tout moment comme une fusée lancée de son pas de tir, oui lancée aucun doute là dessus, mais dont la trajectoire périlleuse n’est en rien assurée. Loin de l’équilibre, comme la vie même, improbable comme elle.

On m’a mis en garde: ne parlez pas aux élèves d’organisation universitaire; ils s’en moquent comme de leur première page Facebook; ils ne perçoivent aucune différence entre un professeur permanent et un maître de conférence; ils savent à peine qu’il y a chez eux neuf laboratoires de recherche; ne les ennuyez pas avec toute cette cuisine interne, ce *back office* dont ils ne doivent voir que le service qui leur est dû et qui doit être simplement impeccable. Et en effet, comment vous intéresser aux six statuts différents qui partagent les enseignants de cette maison? Comment vous faire comprendre les loyautés contradictoires entre le CNRS, l’Université et la Fondation? Pourquoi faudrait-il que vous compreniez quelque chose au fonctionnement du CNU, cette procédure aussi archaïque que l’usage de la sainte ampoule au cours du sacre des rois à Reims? Comment vous passionner pour l’IDEX, le PRÈS, l’AERES et autres «machins» avec lesquels nous, les directeurs, nous avons affaire quotidiennement? Ne les embêtez pas avec ces histoires d’apparatchiks usés par les réunions trop nombreuses....

Et pourtant, vous êtes bien assez grands pour vous douter qu’une institution possède des rouages, des trajectoires, des hauts et des bas et

qu’elle dépend crucialement de ceux qui en sont le cœur, le moteur et la cible, c’est-à-dire, vous. Après tout, c’était l’une des autres étrangetés de Richard que de partager sur sa page Facebook avec des centaines d’entre vous les difficultés quotidiennes de l’organisation qu’il ne cessait d’administrer en parallèle selon la voie hiérarchique habituelle ! Je le lui ai assez reproché. Il s’en moquait bien en me demandant toujours quels étaient mes « capteurs » à moi. J’avoue que je n’en avais pas d’aussi sensibles et nombreux que les siens...

Puisque cette institution est d’abord la vôtre, puisque vous m’avez posé une question sérieuse et même douloureuse, je ne vois aucune raison de ne pas y répondre franchement dans cette période de transition, de deuil et de nécessaire introspection : le projet improbable de cette université *primus sine paribus* ne peut continuer ; sa trajectoire ne peut être prolongée ; le dessein de Richard ne peut pas être mené à bien, sans aviver cette contradiction qu’il avait décidé d’installer au cœur de cette vieille maison en la refondant totalement. Vous en avez compris, je l’espère, l’immense difficulté : être le plus proche possible des enjeux politiques et médiatiques, mais en parvenant par le détour vers les disciplines les plus fondamentales à desserrer l’étau de la simple pratique qui donne des recettes utiles pour hier mais aucun concept, aucune méthode, aucune expérience pour demain et pour après demain. Or, cela dépend de vous, de chacun de vous, selon les cours que vous choisirez et les évaluations que vous faites de chaque enseignement, de toujours sélectionner, de toujours exiger, ceux des cours, des séminaires, des ateliers, qui vous permettent d’assumer cette contradiction entre le proche et le lointain, l’immédiatement utile et le durablement fécond, ce qui professionnalise vite et ce qui donne les compétences à long terme pour se préparer à l’imprévisible.

Pour réussir cette impossible recreation de Sciences Po, tout est affaire de *détour*. Il y a d’abord le détour par les enseignements du *bachelor*, récemment repensé de A à Z, qui doivent vous éloigner du bon sens, du formatage et vous décoiffer autant que possible. Il y a ensuite le détour, j’y ai fait allusion, des ateliers artistiques : dans toutes les périodes troublées de l’histoire c’est dans les arts, tous les arts que s’est toujours renouvelé la pensée autant que l’action. « S’il est vrai que la politique est l’art du possible, alors c’est aux arts politiques de multiplier les possibles » tel est le slogan que j’avais choisi pour ce petit programme « l’école des arts politiques » lancé l’an dernier (c’est le dernier dîner où j’ai vu Richard soutenir en public l’une des innovations que je lui avais soumises).

Il y a, bien sûr, le détour par les langues étrangères : aucune université au monde ne possède ces campus en région ou des gamins de dix huit ans prennent des cours en trois ou quatre langues. Chaque fois

que j’ai parlé de cette innovation-là, mes interlocuteurs sont restés bouche bée. De même qu’ils restent incrédules quand je leur affirme, autre innovation de Richard et de Francis Vérillaud, que nous envoyons tous nos élèves passer un an, un an complet, à l’étranger. Quel détour, quelle mise à distance, quel formidable apprentissage sur d’autres continents ! Si l’on se précipite de partout pour venir enseigner dans nos masters, c’est parce que les professeurs savent qu’ils ont devant eux, non pas simplement de bons étudiants — cent universités au monde peuvent faire aussi bien pour sélectionner les meilleurs — mais des élèves qui ont fait le détour de l’étranger, des langues et, depuis peu, des arts.

Tout cela, je le crois, est irréversible et si bien entré dans les mœurs qu’on nous imite déjà un peu partout. Mais il existe un autre détour, beaucoup plus difficile à instituer durablement et qui tient à la nature même des sciences sociales et humaines enseignés ici. J’y ai fait déjà allusion : l’étrangeté de cette maison au cœur du Quartier Latin est d’être restée à peu près immunisée contre beaucoup des mouvements d’idées qui ont animé le reste de ces disciplines : les études féministes, la littérature post coloniale, les *cultural studies*, l’écologie politique, les élèves les découvrent au cours de l’année à l’étranger ; je ne parlerai pas de l’ethnométhodologie, du *linguistic turn*, de la sémiotique, des *media studies* ; je ne citerai pas l’absence dans nos curriculum, jusqu’à une date récente, de Michel Foucault, de Derrida, de tout ce qu’on appelle la *French Theory* venue étrangement de ce même Quartier Latin. Souvent on se dit même qu’un peu de Bourdieu, qu’un peu de pensée critique, ne ferait pas de mal. Comment former des élèves sans le détour de la philosophie, sans anthropologie, sans géographie, sans démographie, comment les former sans humanités, sans théologie ? Songez que ce n’est que depuis l’an dernier que l’histoire, discipline reine de la maison, grâce à une série de recrutements spectaculaires, accepte de reculer ses dates pour inclure le 19^{ème} siècle et bientôt le 17^{ème} siècle — mais pourquoi pas la Renaissance, si proche au fond de nous, ou le Haut Moyen Age ? Tout cela les élèves doivent le découvrir, s’ils sont assez curieux, au cours de leur année *abroad*.

Cette immunisation contre les avant gardes a eu certainement des avantages, mais elle est dévastatrice quand elle enferme les sciences sociales et humaines dans un répertoire si étroit de concepts qu’on ne parvient plus à les distinguer du simple commentaire d’actualités. C’est que le monde n’est pas pour toujours fait des mêmes agents, des mêmes acteurs, des mêmes ingrédients. Rien de plus opaque que le social, que la vie collective, bien plus encore que la structure de la matière ; rien de moins aisément connaissable que la chose publique ; rien de plus difficile à explorer que le bien public. Pour les approcher, ces énigmes, il y faut le détour par les *méthodes*. C’est là le plus fondamental et le plus

difficultueux de tous. Songez que c’est depuis trois ans seulement que l’enseignement de l’économie a enfin reçu le secours des mathématiques nécessaires au renouvellement de ses concepts. Qu’il n’y a de la recherche en droit que depuis deux années. Que le médialab, moyen privilégié de capturer les paysages de données numériques, n’a que trois ans d’existence.

Vous voyez quel est le problème que nous devons tous résoudre pour répondre le mieux possible à vos deux questions ? L’EHESS, notre ancienne voisine (j’ai toujours pensé qu’elle devait être notre sœur), peut aisément inventer des concepts et des méthodes : elle peut se tenir sans perte à bonne distance du pouvoir et des médias ; une école de commerce comme HEC n’a pas à s’embarrasser de la distance permise par la recherche fondamentale, elle peut, elle doit être à tu et à toi avec le pouvoir, le marché, les médias. Toute notre difficulté est de tenir à la fois les deux branches de cette impossible contradiction : multiplier les détours afin d’être plus proche de ce qu’il faut parvenir à renouveler, et qui est l’exercice de la vie publique. Vous serez d’accord avec moi, je suppose, pour estimer qu’il n’y a pas de tâche plus importante. C’était bien celle que Boutmy s’était donnée au cours de ce qu’on a appelé « la première mondialisation » et que nous avons toujours à accomplir en ce nadir de la vie politique, au milieu d’une autre globalisation dont les conséquences immenses ont tout à fait échappé aux candidats qui s’empressent aujourd’hui pour recueillir nos suffrages.

Mais s’il y a un détour que nous devons prolonger, c’est celui, commencé depuis maintenant six ans, qui arrime les disciplines de notre maison aux développements des sciences exactes. Non pas pour quêter quelque forme de scientificité postiche autant que superflue — les sciences humaines et sociales, subtiles et souples, sont tout à fait capables d’objectivité sans le recours à ces subterfuges — mais parce que les questions politiques sont devenues aujourd’hui aussi des questions de sciences (ceux d’entre vous qui ont suivi mes cours ne s’étonneront pas de ma position). Vos prédécesseurs sur ces bancs n’auraient jamais eu à traiter du climat, des mers, des microbes ou des sols comme de grandes questions politiques. Ou s’ils avaient eu à les étudier, ils ne les auraient traitées, probablement, que comme de simples cantons de l’administration, de la gestion publique ; sûrement pas comme des controverses qui mettent en jeu toutes les passions et tous les intérêts de la vie publique. À mes yeux, la plus belle innovation de Richard, c’est ce cadre d’élèves des double cursus et sur lesquels nous allons appuyer, et cela je l’espère irréversiblement, le basculement de cette école dans ce que Richard avait décidé d’appeler les « humanités scientifiques ». Les sciences, toutes les sciences, font partie de la culture, parce qu’elles font partie de la vie publique, de cette nouvelle

forme de vie publique à laquelle nous amène peu à peu l’empilement des crises écologiques, ce grand retour du refoulé.

Mais comment faire pour que cette université si « anormale » soit capable de réaliser ce but, le seul digne de vous, les élèves, comme de nous, les enseignants, et les administrateurs ? Nous nous trouvons là devant deux grands projets que la disparition de Richard a laissé suspendus mais dont la réalisation seule peut donner sens à son action. D’abord, renouveler de fond en comble l’enseignement des affaires publiques. Mais, ensuite, faire rentrer notre étrange institution à l’intérieur d’une véritable université dans le cadre de l’IDEX, ce concours qu’il avait réussi à gagner au nom de Sciences Po et de plusieurs autres universités de Paris. Quel diable d’homme que celui qui, sans être lui même un universitaire, était parvenu à obtenir près d’un milliard d’euros pour développer une université enfin universelle, avec toute la gamme du grec à la géologie en passant par la médecine ; cette université qui ferait du Quartier latin, de nouveau, ce qu’il aurait toujours dû être : le plus grand écosystème d’institutions d’enseignement supérieur du monde dans le plus beau cadre urbain qui soit, au milieu des musées, des galeries, des cinémas, des théâtres et des cafés. Dites moi quel campus dans le monde peut rivaliser avec ces deux kilomètres carrés là ? Je me souviens qu’il y a moins d’un mois, Richard avait pris des notes passionnées en écoutant les designers de l’école des arts décoratifs — associés à ceux de SPEAP — que j’avais invités à déjeuner avec lui pour parler de l’identité visuelle et vécu du Quartier Latin. Oui, quel diable d’homme capable aussi de se faire élire directeur exécutif de ce nouveau projet plus fou encore et plus risqué que ce qu’il avait tenté jusque là.

Ne croyez pas pourtant qu’il voulait que l’IDEX devienne une université « normale » en s’associant à Paris V, Paris VII etc. Non, il voulait rendre cet ensemble aussi « anormal » que l’institution d’où il venait... Quel formidable pari que de faire du laboratoire d’innovations de Sciences Po la matrice d’une véritable université à la française. Alors, elle serait enfin devenu non pas *primus sine paribus* mais *primus inter pares*. Oui, quel troublant mystère que cette mort intervenue juste au moment où il allait enfin pouvoir répondre, par la pratique, à vos deux questions : serait-il parvenu à changer si durablement la culture de Sciences Po, de l’Etat et du PRES au point de réussir son pari ? Je m’arrête ici, pris de vertige devant ces enjeux que je n’ai pas cru devoir dissimuler à vos yeux de jeunes adultes. Ces questions, nos questions, sont en effet les vôtres.

Vous aurez compris, cher(e)s élèves, qu’en essayant, avec peut-être trop de gravité, de répondre à vos questions prémonitoires, j’ai tenté, non pas de faire l’éloge de Richard Descoings — il n’en a plus

“Primus sine paribus” 12

aucun besoin—, mais d’esquisser le mouvement qu’il a voulu donner à votre maison, à notre maison, et qui ne prendra tout son sens que si nous sommes capables d’en prolonger ensemble la trajectoire.